



THINK TANK Post-democracy

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

LE DÉCADENT 6.

L'EFFONDREMENT DE L'EURO ET DE L'UNION EUROPÉENNE EST IMMINENT

Au cours de cette décennie, l'euro et l'Union européenne s'effondreront sans aucune chance de redressement.

Le 24 juin 2020, plusieurs médias ont publié notre Manifeste sur le Nouvel Ordre Mondial (NOM) et le Nouvel Ordre Européen (NOE). On y lit ce qui suit :

1. Création de l'Union européenne et de ses premiers organes en 1993.
2. En 1997, le pacte de stabilité et de croissance a été adopté dans le but d'équilibrer les comptes publics. Les limites d'un déficit public annuel de 3 % et d'une dette publique de 60 % ont été fixées. Cela a permis de minimiser la possibilité que la corruption dans les pays membres nuise aux autres membres. L'Autriche, la Belgique, la Grèce et l'Italie, qui font partie de la zone euro, ont toujours dépassé cette limite de dette publique. Dans la zone euro, seuls l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg et la Slovaquie n'ont jamais dépassé 60 % du PIB en termes de dette publique. Le 1er janvier 2013, le Pacte budgétaire européen entre en vigueur et prévoit des sanctions pour les membres qui ne respectent pas les mesures. Il accorde notamment 20 ans pour ramener la dette publique à 60 % du PIB.
3. L'union monétaire. En 1999, la zone euro a été créée, avec la monnaie unique (euro) et la Banque centrale européenne (BCE). Comme la banque centrale de n'importe quel pays, la BCE exerce un contrôle économique sur les 19 pays qui font partie de la zone euro, où vivent 343 millions de personnes. 240 autres millions de personnes utilisent l'euro dans divers pays d'Europe et d'Afrique. 584 millions de personnes ont l'euro comme monnaie officielle. L'euro est en concurrence avec le dollar en tant que monnaie pour le commerce international et la dette publique.

Selon eurostat, en 2019, sept membres de l'UE ont dépassé de plus de 50 % la



THINK TANK Post-democracy

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

limite de 60 % du PIB pour la dette publique, à savoir : Belgique (98,6 %), Chypre (95,5 %) Espagne (95,5 %), France (98,1 %), Grèce (176,6 %), Italie (134,8 %) et Portugal (117,7 %), qui sont tous des pays de la zone euro. Il convient de noter que la France, l'Italie et l'Espagne représentent 45,79 % du PIB de la zone euro.

Dans les perspectives économiques mondiales de juin 2020, le Fonds monétaire international prévoit que les pays du monde qui connaîtront la plus forte contraction de leur PIB d'ici 2020 seront ces trois pays européens : 12,8 % pour l'Espagne et l'Italie et 12,5 % pour la France. Sous l'effet de ces trois pays, le PIB de la zone euro chutera de 10,2 %, ce qui soulève de sérieux doutes quant à la viabilité de l'euro.

C'est précisément depuis 1997, année du pacte de stabilité et de croissance dans l'Union européenne, que le terme PIGS (acronyme pour Portugal, Italie, Grèce et Espagne), qui signifie pigs en anglais, est utilisé pour souligner les problèmes de déficit et de balance des paiements de ces pays.

Un déficit de la balance des paiements nuit au pays déficitaire, à l'euro et à l'Union européenne dans son ensemble ; cependant, en tant qu'experts de la corruption, nous savons que la **corruption systémique** est beaucoup plus dommageable. En 2018, les Nations unies et l'Office statistique européen (Eurostat) de l'Union européenne ont quantifié la corruption en pourcentage du PIB, comme étant systémique dans l'Union européenne, dans 19 de ses États membres et dans le monde entier ; en outre, il s'agit de l'activité la plus rentable dans les mêmes sphères géopolitiques. Le 2 mai 2023, les Nations unies ont publié que la corruption représentait 25 % des dépenses publiques mondiales.

Avec ces données, on peut dire que la dette publique existe à cause de la corruption, c'est-à-dire que la dette est causée par l'argent public pris par les autorités publiques. Du moins, l'excès de dette publique.

Les Nations unies et l'Union européenne affirment toutes deux que "la corruption est très préjudiciable à la société, à nos démocraties, à l'économie et aux individus. La corruption est un obstacle à la croissance économique durable". C'est pourquoi la corruption est sans aucun doute plus préoccupante que la balance des paiements, surtout lorsqu'il s'agit d'une **corruption systémique**, en raison de la difficulté à la comprendre, à la réduire et à l'éradiquer.



THINK TANK Post-democracy

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

Pour les raisons susmentionnées, nous sommes dans l'économie de la corruption, dans l'économie de la **corruption systémique** dominée par la corruption institutionnelle.

Nous proposons donc un nouvel ensemble de facteurs économiques clés pour comprendre l'économie. Cet ensemble se compose de deux facteurs étroitement liés, comme mentionné ci-dessus, qui sont la dette publique et le niveau de corruption.

Après avoir établi ces prémisses de l'économie de la corruption et écarté Chypre en raison de sa faible incidence dans l'euro et dans l'Union européenne, nous avons un groupe de six pays : la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique, le Portugal et la Grèce : France, Italie, Espagne, Belgique, Portugal et Grèce.

En 2019, ces 6 pays sont les seuls dont la dette publique dépasse 97% du PIB, dépassant de plus de 50% la limite de 60% fixée par le PSC. En 2010, le PIB cumulé de ces 6 pays représentait 59,6 % du PIB actuel de la zone euro, en 2019 il était tombé à 53 % et en 2022 à 51,47 %, un pourcentage suffisant pour couler l'euro, l'Union européenne et causer de graves problèmes aux 8 pays dont la corruption est inférieure à la moyenne. Ces 6 pays terminent l'année 2022 avec une dette publique supérieure à 105 % du PIB. La combinaison de la dette publique et de la corruption dans ces 6 pays, ainsi que l'UE nouvelle génération et les actions de la Banque centrale européenne, sont la principale cause de l'effondrement de l'euro et de l'inflation élevée.

La dette publique de tous ces pays dépassait 105 % du PIB à la fin de 2022. Rappelant que "le 1er janvier 2013, le Pacte budgétaire européen entre en vigueur et prévoit des sanctions pour les membres qui ne le respectent pas. Il accorde notamment 20 ans pour ramener la dette publique à 60 % du PIB". Au terme de cette période de 20 ans, non seulement la dette publique n'a pas été réduite, mais elle a considérablement augmenté, dépassant la limite de 60 % du PIB, entre 75 % (Belgique) et 185,5 % (Grèce), dépassant les 88,7 % de l'Espagne.

En termes de corruption, selon Eurostat (2018), tous ces pays se situent au moins 25 % au-dessus de la moyenne de l'UE, qui est de 4,8 % du PIB. En ce qui concerne la corruption, les 6 décadents peuvent être séparés en deux groupes : dans le groupe le moins corrompu se trouvent la France (6 % du PIB), la Belgique (6 %), le Portugal (7,9 %) et l'Espagne (8 %), qui sont également les moins corrompus parmi ceux qui se situent au-dessus de la moyenne. L'Italie (13 %) et la Grèce (14 %) font partie des sept pays les plus corrompus de l'UE et sont également les deux États membres dont la dette publique est la plus élevée.



THINK TANK Post-democracy

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

En 2022, les dépenses publiques de ces pays étaient les suivantes : France (58,1 % du PIB), Italie (56,75), Belgique (53,5 %), Grèce (52,5 %), Espagne (47,8 %) et Portugal (44,8 %). Il est à noter que la France, l'Italie et la Belgique sont les pays dont les dépenses publiques sont les plus élevées de l'Union européenne.

Le 11 mars 2020, date de la déclaration de la pandémie de coronavirus, un dollar s'échangeait contre 0,8837 euro ; le 31 décembre 2022, un dollar s'échangeait contre 1,0666 euro. Au cours de cette période, l'euro s'est déprécié de plus de 20 % par rapport au dollar.

Ayant établi la relation étroite entre la dette publique et la corruption, du moins dans les pays d'Europe occidentale, ainsi que la grande difficulté de séparer la dette publique de la **corruption systémique**, et ayant établi que cette dernière conduit à l'appauvrissement généralisé, au totalitarisme et à la décadence, nous appelons ce groupe "les 6 décadents".

L'Union européenne n'a jamais pris en compte ce problème grave pour l'euro, pour les États membres et pour l'UE elle-même. En fait, depuis 2010, la Banque centrale européenne finance la dette publique de la zone euro, alors qu'en réalité, c'est la corruption qu'elle finance et qu'elle alimente.

Compte tenu du nombre d'habitants et de la taille de leurs économies, les 6 décadents font couler l'euro et feront couler l'euro et l'Union européenne.

En 2010, l'Union européenne déclare officiellement que tous les pays de l'UE sont en déclin : les jeunes vivent moins bien que leurs parents (Europe 2030) et la situation s'est considérablement aggravée, car les institutions nationales et européennes, ainsi que la société civile et la majorité de la population, sont toujours en déclin.

L'Union européenne a non seulement permis à cet endettement public brutal d'enfreindre ses règles, mais elle l'a également fait passer avec des fonds européens, sous l'argument fallacieux qu'il était nécessaire pour se remettre de la crise du coronavirus de l'UE de nouvelle génération.

Il est clair que l'UE a financé et augmenté la dette publique et la corruption des 19 États membres par une **corruption systémique, afin d'**accroître son budget et son pouvoir sur les États membres, mais elle n'a pas pris la mesure du risque et il est probablement trop tard pour empêcher la destruction de l'euro et de l'UE elle-même, ainsi qu'un appauvrissement généralisé qui anéantira la richesse de l'Occident tout entier.



THINK TANK Post-democracy

Driving the Change of Governance System

International Association to Change the World

L'actuelle IXe législature de l'Union européenne a été désastreuse. Des élections européennes sont prévues le 6 juin 2024, qui laisseront place à la 10e législature 2024-2029, mais malgré ce qui s'est passé depuis 2020, il ne faut pas s'attendre à une réaction forte des Européens et la majorité des eurodéputés restera, on peut donc s'attendre à ce que l'effondrement définitif de l'euro ait lieu au cours de cette même décennie.

Malgré cela, plusieurs grands dénonciateurs de la **corruption systémique** ont soumis une proposition à la fin du mois de juin pour mettre fin à la **corruption systémique** dans ces 19 pays. Bien qu'ils aient averti qu'il devenait de plus en plus difficile de lutter contre la **corruption systémique** le 25 août 2023, la Commission européenne leur a donné un délai jusqu'au deuxième trimestre 2024 et 47 eurodéputés n'ont même pas répondu.

De leur côté, les entrepreneurs espagnols et européens n'ont pas non plus répondu à cette proposition. Comme l'a dit Mario Conde, si les entrepreneurs ne réagissent pas à la situation très grave, ils n'auront plus d'entreprises à diriger.

Nous avons également lancé l'idée d'un parti politique anti-corruption en Espagne et parmi 15 dissidents dans plusieurs pays européens, mais les dissidents ne comprennent pas non plus la situation, dans de nombreux cas parce qu'ils sont abrutis par des théories de conspiration absurdes sur les maîtres du monde et l'impossible nouvel ordre mondial.

Nous estimons qu'il est très difficile d'organiser une minorité suffisante qui comprenne la situation ou au moins soutienne la solution.

Ni les libéraux, ni les économistes les plus influents ne sont capables de comprendre l'économie de la corruption et donc de la décadence.

L'Union européenne ne fait plus partie de la solution, mais du problème, au même titre que les institutions nationales et les masses décadentes, elles aussi idiotes de leurs influenceurs.

Javier Marzal

Président de l'Association internationale pour changer le monde

www.iachangetheworld.org